



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

DREAL des Pays de la Loire - Unité départementale de la
Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille
CS 60765
85020 La Roche sur Yon cedex

La Roche sur Yon, le 23 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VIENNOISERIE LIGERIENNE

LA BOULANGERE
ZI Le Gautreau II - BP 60
85290 Mortagne-Sur-Sèvre

Références : D26.0084
Code AIOT : 0006303268

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2026 dans l'établissement VIENNOISERIE LIGERIENNE implanté LA BOULANGERE ZI Le Gautreau II - BP 60 85290 Mortagne-sur-Sèvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIENNOISERIE LIGERIENNE
- LA BOULANGERE ZI Le Gautreau II - BP 60 85290 Mortagne-sur-Sèvre
- Code AIOT : 0006303268
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Viennoiserie Ligérienne est spécialisé dans la fabrication de viennoiseries industrielles (pains au chocolat, pains au lait, croissants, brioches).

Les installations suivantes ont été contrôlées : bassin de confinement des eaux polluées, certains équipements contenant des fluides frigorigènes, ouvrages de prétraitement des eaux usées et stockage extérieur des arômes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets aqueux - VLE	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 4.3.7 et 4.3.9	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Méthodes d'analyse des eaux usées	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 4 - annexe I	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rejets aqueux - surveillance	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 10.2.4.1	/	Sans objet
3	Rejets aqueux - substances dangereuses dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 10.2.4.1	/	Sans objet
4	Audit de la chaîne de mesures eaux usées	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 10.2.4.3	/	Sans objet
6	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 8.5.1.5	Susceptible de suites	Sans objet
7	État des stocks - Fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3 - annexe I	/	Sans objet
8	Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Contrôle périodique des équipements - Fluides frigorigènes	Règlement européen du 07/02/2024, article 5	/	Sans objet
10	Marque de contrôle – Fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6 et 7	/	Sans objet
11	Étiquetage des équipements - Fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 - annexe I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur les thématiques suivantes : rejets aqueux, risque incendie, fluides frigorigènes et équipements sous pression.

Les rejets aqueux du site présentent des non-conformités récurrentes sur le paramètre pH. Ces non-conformités avaient déjà été relevées lors de la précédente inspection du 1^{er} février 2023. La persistance de ces non-conformités conduit à proposer au préfet de la Vendée de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité vis-à-vis de son arrêté préfectoral d'autorisation. A noter que pour tous les autres paramètres, les effluents respectent les VLE et les flux de son arrêté préfectoral d'autorisation.

Sur le risque incendie, l'exploitant a mis en place des actions correctives depuis la dernière inspection permettant de lever l'écart résiduel concernant le confinement des eaux polluées.

Concernant les fluides frigorigènes, l'exploitant assure un bon suivi de ses équipements et aucune non-conformité n'a été relevée sur les éléments contrôlés.

Concernant les équipements sous pression, l'exploitant doit apporter des modifications à sa liste des équipements sous pression afin de respecter les prescriptions applicables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux - VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 4.3.7 et 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 01/02/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température : $\leq 30\text{ }^{\circ}\text{C}$;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;

Le site est équipé d'un équipement de mesure directe de pH avec système de correction (ajout de soude ou de magnésie par exemple).

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux industrielles pré-traitées dans le réseau d'assainissement, les valeurs limites suivantes :

Débit : $30\text{ m}^3/\text{j}$

MES : 900 mg/L et 27 kg/j

DBO_5 : 1800 mg/L et 54 kg/j

DCO : 3330 mg/L et 99.9 kg/j

azote global : 130 mg/L et 3.9 kg/j

phosphore total : 10 mg/L et 0.3 kg/j

SEH : 250 mg/L et 7.5 kg/j

[...]

Constats de l'inspection du 1^{er} février 2023 :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les bulletins d'analyse du laboratoire Inovalys des mois de juillet à décembre 2022.

Les VLE des effluents pour les macro-polluants sont conformes sur les 6 derniers mois.

Le pH des effluents est inférieur à 5.5 de septembre à décembre 2022 (oscillant entre 5.1 et 5.4) et est donc non conforme.

Constats de la présente inspection :

Les données d'autosurveillance 2025 ont été consultées sur l'application GIDAF. Les 3 derniers bulletins d'analyse du laboratoire Inovalys (octobre, novembre et décembre 2025) ont également été consultés.

Les VLE et flux sont respectés pour les paramètres DCO, DBO_5 , MES, azote global, phosphore total, chlorures et SEH.

Quelques dépassements du débit maximum autorisé sont observés de manière très ponctuelle et non significative (4 dépassements sur 365 mesures, soit 1 % de dépassement).

Des non-conformités sont observées de manière récurrente pour le paramètre pH : 109 dépassements sur 365 mesures, soit 30 % de dépassement sur l'année 2025.

Sur les 3 derniers mois de l'année 2025, les non-conformités pour le paramètre pH sont les suivantes :

- 31 dépassements sur 31 mesures au mois d'octobre, soit 100 % de dépassement
- 11 dépassements sur 30 mesures au mois de novembre, soit 37 % de dépassement
- 22 dépassements sur 31 mesures au mois de décembre, soit 71 % de dépassement

L'exploitant précise que l'acidité de ses rejets provient de certaines matières premières (crème pâtissière, levain). Un dispositif de captation de certains effluents liquides a été mis en place en avril 2025, afin de limiter les rejets acides. Les effluents captés sont stockés dans une cuve de 10 m^3 et envoyés régulièrement en filière de méthanisation. L'exploitant indique que ce dispositif de

captation nécessite une intervention humaine avec un pompage à activer manuellement. L'exploitant précise également que des opérations d'optimisation de collecte de la crème pâtissière sont prévues.

Malgré ces mesures mises en oeuvre, le pH relevé en sortie du canal de mesure présente toujours des non-conformités récurrentes, notamment à compter du mois de septembre 2025.

L'exploitant indique également qu'il est en train de réaliser des investigations sur son matériel de mesures, car le pH relevé par les laboratoires extérieurs et par le pH-mètre du laboratoire interne au site sont conformes et aux alentours de 6 - 6,2 unités de pH. L'exploitant réalise une vérification de sa chaîne de mesures par un organisme extérieur (Aqualabo) tous les 2 ans et ces vérifications ne mettent pas en évidence de dérive sur le pH-mètre du canal de mesures (cf. point de contrôle n°4 du présent rapport d'inspection).

Enfin, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées l'autorisation de déversement passée avec la collectivité et datée du 11 juillet 2023. Cette autorisation fixe une VLE minimum de 5 pour le paramètre pH. Toutefois, l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment son article 31, précise que : *"Sauf dispositions particulières prévues par arrêté préfectoral pour les plateformes industrielles relevant de l'article L. 515-48 du code de l'environnement, le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline."* D'un point de vue ICPE, le pH du site ne peut donc pas être inférieur à 5,5.

Lors de l'inspection du 1^{er} février 2023, des non-conformités récurrentes avaient déjà été relevées sur le paramètre pH. Ces non-conformités persistantes constituent un écart majeur à l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il est proposé au préfet de la Vendée de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité vis-à-vis de son arrêté préfectoral d'autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Rejets aqueux - surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 10.2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux usées industrielles

Prescription contrôlée :

Les mesures d'autosurveillance de la qualité des effluents industriels aqueux rejetés portent sur les paramètres et selon les fréquences définies ci-après :

Débit, pH et température : en continu

DCO, DBO₅, MES, azote global, phosphore total et chlorures : mensuelle

[...]

Constats :

Les données d'autosurveillance 2025 ont été consultées sur l'application GIDAF. Les 3 derniers bulletins d'analyse (octobre, novembre et décembre 2025) ont également été consultés.

Les paramètres DCO, DBO₅, MES, azote global, phosphore total et chlorures sont analysés à fréquence mensuelle.

Le débit, le pH et la température sont enregistrés en continu avec le matériel présent au niveau du

canal de mesures.

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets aqueux - substances dangereuses dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 10.2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux usées industrielles

Prescription contrôlée :

[...]

Pour les autres substances :

L'exploitant réalise au moins une campagne de mesure sur ses effluents aqueux industriels, permettant de déterminer les substances pertinentes à suivre, parmi les autres substances mentionnées à l'article 4.3.9 ou au niveau d'un arrêté ministériel réglementant le secteur ou d'une liste de substances validées par l'inspection des installations classées. Le plan de surveillance déterminé par l'exploitant est tenu à la disposition de l'inspection et se substitue à l'autosurveillance mentionnée ci-dessous. Il respecte les fréquences mentionnées à l'article 60 de l'arrêté du 2 février 1998 ou au niveau d'un arrêté ministériel réglementant le secteur et comporte au moins une fréquence annuelle pour les substances détectées faisant l'objet d'une valeur limite d'émission au titre de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral ou au niveau d'un arrêté ministériel réglementant le secteur.

[...]

Constats :

L'exploitant a transmis au préfet de la Vendée, le 12 mai 2022, un rapport de positionnement sur les substances dangereuses dans l'eau.

L'exploitant a réalisé un prélèvement 24h le 28 avril 2021 et effectué des analyses sur 63 substances. Sur la base de cette analyse, l'exploitant a mis en place la surveillance suivante :

- Analyse trimestrielle pour le paramètre Fer+Aluminium (concentration > VLE)
- Analyse annuelle pour le paramètre DEHP (substance quantifiée et avec un objectif de suppression)

L'inspection des installations classées n'a pas de remarque particulière sur cette surveillance mise en place.

En 2025, le paramètre DEHP a été mesuré au mois de février (concentration < LQ).

Le paramètre Fer et Aluminium a été mesuré en octobre et décembre 2025 (concentrations < VLE)

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Audit de la chaîne de mesures eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 10.2.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux usées industrielles
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser, au minimum tous les trois ans par un organisme extérieur, une vérification complète de la chaîne de mesure des rejets industriels aqueux. Cette vérification porte d'une part sur les conditions de prélèvement et de conservation des échantillons prélevés et d'autre part sur les mesures et l'exploitation des résultats des analyses exécutées. La conclusion du rapport de vérification permet d'apprécier le caractère satisfaisant de la chaîne de mesure au regard des bonnes pratiques. Ce document est accompagné d'éventuelles propositions d'améliorations et de leurs modalités de mise en œuvre.
Constats : L'exploitant fait intervenir la société Aqualabo pour la vérification de la chaîne de mesures. Les 2 derniers audits ont été réalisés le 9 février 2026 et le 23 décembre 2024. Ces vérifications portent sur le débitmètre, le préleveur automatique et le pH-mètre. Les analyses réalisées dans le cadre de l'autosurveillance sont effectuées par un laboratoire externe agréé (laboratoire Inovalys – site de Nantes). Le dernier rapport du 9 février 2026 précise que la chaîne de mesures est satisfaisante. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Méthodes d'analyse des eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 4 - annexe I		
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux usées industrielles		
Prescription contrôlée : [...] Pour la surveillance des effluents aqueux, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.		
Substance / paramètre	Norme	Code SANDRE
Demande chimique en oxygène (DCO)	NF T90-101(a) (b)	1314
Azote global (NGI)	NF EN 12260 NF EN ISO 11905-1	1551
Phosphore total (PT)	NF EN ISO 6878 NF EN ISO 15681-1 et -2	1350

	NF EN ISO 11885	
Matières en suspension totales (MEST)	NF EN 872 (c)	1305
Demande biochimique en oxygène (DBO5) (a)	NF EN ISO 5815-1	1313

(a) Mesure sur effluent brut non décanté.

(b) Dans le cas de teneurs basses, inférieures à 30 mg/l, la norme ISO 15705 : 2002 est utilisable.

(c) En cas de colmatage, c'est-à-dire pour une durée de filtration supérieure à 30 min, la norme NF T 90-1052 est utilisable.

Constats :

L'exploitant confie les analyses de ses effluents au laboratoire INOVALYS, site de Nantes. Ce laboratoire est accrédité COFRAC pour la matrice "Eaux résiduaires".

Les méthodes analytiques ont été vérifiées sur la base du dernier bulletin d'analyse du 3 décembre 2025.

Pour les paramètres DCO, DBO₅, MES et phosphore total, les normes utilisées correspondent aux normes requises.

Concernant le paramètre Azote global, le laboratoire effectue un calcul par méthode interne où l'azote global = azote Kjeldahl + nitrates + nitrites. Les normes analytiques utilisées sont les suivantes :

- Azote Kjeldahl : NF EN 25663
- Nitrates : NF EN ISO 13395 (T90-012)
- Nitrites : NF EN ISO 13395 (T90-012)

Ces normes sont différentes des normes prescrites pour le paramètre azote global. Il n'est pas possible de conclure au respect de la prescription concernant ce paramètre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se rapprocher de son laboratoire afin de déterminer si les normes analytiques utilisées pour mesurer les différentes formes de l'azote sont bien équivalentes aux normes prescrites pour la mesure de l'azote global.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2020, article 8.5.1.5

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 01/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à

l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. La capacité de rétention (bassin, réseaux interne ...) du site est d'au minimum 1 856 m³. Celle-ci doit permettre de collecter les écoulements susceptibles d'être pollués (en particulier les eaux d'extinction en cas d'incendie) et est maintenue en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service sont actionnables en toutes circonstances.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs qui permettent de démontrer que ces besoins sont bien couverts.

Constats de l'inspection du 1^{er} février 2023 :

Le site dispose d'un bassin de confinement des eaux d'extinction de 1856 m³. L'ensemble des eaux pluviales du site transite dans ce bassin.

Le bassin a été vu lors de la visite. Celui-ci était vide et de la végétation commence à pousser à différents endroits.

Le rejet du bassin s'effectue via une buse équipée d'un dispositif de sectionnement (capot amovible à l'aide d'une chaîne). Lors de la visite, l'exploitant a testé le dispositif de sectionnement. Ce dernier n'est pas opérationnel car la végétation bloque la bonne obstruction de la buse. Le confinement des eaux d'extinction n'est donc pas possible.

Constats de la présente inspection :

L'exploitant a réalisé des aménagements sur le clapet d'obturation de son bassin de confinement des eaux polluées. En effet, suite à l'inspection du 1^{er} février 2023, l'exploitant a constaté que le dispositif n'était pas opérationnel, le clapet n'obturant pas complètement la sortie du bassin y compris en l'absence de végétation. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une facture acquittée de la société Charpentier Travaux publics, en date du 29 juillet 2024, et correspond à la fourniture et à la pose d'une plaque d'ajutage pour une buse béton de diamètre 1000 avec un clapet PEHD de diamètre 250.

Le dispositif a été vu et testé lors de l'inspection. Celui-ci est opérationnel. La prescription est respectée.

Le bassin de confinement est régulièrement nettoyé par l'exploitant. Lors de l'inspection, celui-ci était propre et il n'y avait pas de présence de végétation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : État des stocks - Fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3 - annexe I

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un tableau comportant l'ensemble des équipements contenant des fluides frigorigènes. Ce tableau précise la quantité de fluide, le type de fluide, le GWP et le tonnage équivalent CO₂ associé pour chaque équipement.

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : Règlement 2024/573 : Article 13 - Restrictions d'utilisation : [....] 3. L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO ₂ ou plus est interdite. À partir du 1 ^{er} janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite. Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à - 50 °C. Jusqu'au 1 ^{er} janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes : a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7 ; b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.
Constats : D'après l'état des stocks de l'exploitant, les fluides frigorigènes présents sur le site, ainsi que leur potentiel de réchauffement planétaire (PRP ou GWP) sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• R32 : 675• R407C : 1774• R407F : 1824• R410A : 2088• R449A : 1300 Les fluides utilisés possèdent donc un PRP inférieur à 2500. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle périodique des équipements - Fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : 1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO ₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, qui ne sont pas contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité. Les équipements hermétiquement scellés ne font pas l'objet de contrôles d'étanchéité à condition qu'ils soient étiquetés comme

équipements hermétiquement scellés et qu'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

- a) ils contiennent moins de 10 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ; ou
- b) ils contiennent moins de 2 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II.

[...]

2. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements fixes ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II :

- a) équipements de réfrigération ;
- b) équipements de climatisation ;
- c) pompes à chaleur ;
- d) équipements de protection contre l'incendie ;
- e) cycles organiques de Rankine ;
- f) appareils de commutation électrique.

3. Le paragraphe 1 s'applique aux exploitants et aux fabricants des équipements mobiles ci-après qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou à la section 1 de l'annexe II :

- a) unités de réfrigération des camions frigorifiques et remorques frigorifiques ;

[....]

6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante :

- a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les douze mois ; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt- quatre mois ;
- b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO₂ ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois ;
- c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.

Constats :

Le site dispose de 67 équipements contenant des fluides frigorigènes, dont 37 avec une quantité de 2 kg ou plus. Les rapports de contrôle d'étanchéité des équipements suivants ont été vérifiés par sondage :

- Conditionnement n°15 VL1
- Façonnage n°59 VL3
- Conditionnement n°60 VL3
- Refroidisseur d'eau TRANE VL5

Concernant l'équipement "Conditionnement n°15 VL1" :

Cet équipement contient un total de 60 kg de fluide R407C dont le PRP est de 1774 (106 tonnes éq. CO₂). D'après la prescription, cet équipement doit être contrôlé tous les 6 mois en l'absence d'un dispositif permanent de détection de fuites.

Les 2 derniers contrôles d'étanchéité de cet équipement ont été réalisés le 4 septembre 2025 et le 2 février 2026. L'équipement est bien contrôlé semestriellement par l'exploitant, la prescription est

respectée pour cet équipement.

Concernant l'équipement "Façonnage n°59 VL3" :

Cet équipement contient un total de 72 kg de fluide R407C dont le PRP est de 1774 (128 tonnes éq. CO₂). D'après la prescription, cet équipement doit être contrôlé tous les 6 mois en l'absence d'un dispositif permanent de détection de fuites.

Les 2 derniers contrôles d'étanchéité de cet équipement ont été réalisés le 4 septembre 2025 et le 2 février 2026. L'équipement est bien contrôlé semestriellement par l'exploitant, la prescription est respectée pour cet équipement.

Concernant l'équipement "Conditionnement n°60 VL3" :

Cet équipement contient un total de 72 kg de fluide R407C dont le PRP est de 1774 (128 tonnes éq. CO₂). D'après la prescription, cet équipement doit être contrôlé tous les 6 mois en l'absence d'un dispositif permanent de détection de fuites.

Les 2 derniers contrôles d'étanchéité de cet équipement ont été réalisés le 4 septembre 2025 et le 2 février 2026. L'équipement est bien contrôlé semestriellement par l'exploitant, la prescription est respectée pour cet équipement.

Concernant l'équipement "Refroidisseur d'eau TRANE VL5" :

Cet équipement contient un total de 118 kg de fluide R410A dont le PRP est de 2088 (246 tonnes éq. CO₂). D'après la prescription, cet équipement doit être contrôlé tous les 6 mois en l'absence d'un dispositif permanent de détection de fuites.

Les 2 derniers contrôles d'étanchéité de cet équipement ont été réalisés le 4 septembre 2025 et le 2 février 2026. L'équipement est bien contrôlé semestriellement par l'exploitant, la prescription est respectée pour cet équipement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Marque de contrôle – Fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6 et 7

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

Article 6 :

Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.

Article 7 :

Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.

La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.

Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.

La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

Constats :

Lors de l'inspection, les équipements suivants ont été vus :

- CF QUAÏ RECEPTION N°45 Salle 9 PROFROID
- PETRISSAGE U1 (GUERIN SYSTÈME N°6)
- PETRISSAGE U1 (GUERIN SYSTÈME N°7)
- CF ŒUFS U1 N°2 salle 4

Pour les équipements CF QUAÏ RECEPTION N°45 Salle 9 PROFROID, CF ŒUFS U1 N°2 salle 4 et PETRISSAGE U1 (GUERIN SYSTÈME N°7), la marque de contrôle d'étanchéité indiquant l'absence de fuite et la date de validité du contrôle étaient présentes. La marque respecte le modèle figurant à l'annexe de l'arrêté ministériel du 29 février 2016.

Pour l'équipement PETRISSAGE U1 (GUERIN SYSTÈME N°6), la marque signalant un défaut d'étanchéité était présente. L'équipement est actuellement à l'arrêt, et vidangé, le temps que l'exploitant procède aux travaux de réparations. La marque respecte le modèle figurant à l'annexe de l'arrêté ministériel du 29 février 2016.

La prescription est respectée pour les équipements vus lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Etiquetage des équipements - Fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 - annexe I

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.

Constats :

Lors de l'inspection, les équipements suivants ont été vus :

- CF QUAÏ RECEPTION N°45 Salle 9 PROFROID
- PETRISSAGE U1 (GUERIN SYSTÈME N°6)
- PETRISSAGE U1 (GUERIN SYSTÈME N°7)
- CF ŒUFS U1 N°2 salle 4

Une affichette indiquant le type de fluide et la quantité totale était présente.

La prescription est respectée pour ces 4 équipements vus lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements sous pression

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une liste des ESP. Cette liste est incomplète, les informations suivantes étant absentes :

- le type d'ESP (récipient, autoclave, générateur vapeur ou tuyauterie)
- le régime de surveillance (plan d'inspection ou régime général)

De plus, le tableau indique une date de dernier contrôle et la date du prochain contrôle, sans différencier les inspections et les requalifications périodiques.

Enfin, cette liste ne comprend pas les équipements contenant des fluides frigorigènes et relevant également de la réglementation des équipements sous pression.

La prescription n'est pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient de compléter le tableau avec l'ensemble des ESP en précisant bien le type d'équipement, le régime de surveillance et les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois